

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2013

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

L'activité économique reste soutenue

Au deuxième trimestre, l'activité économique sur le Territoire continue de progresser après un premier trimestre déjà bien orienté.

La consommation des ménages enregistre une nette hausse en rythme annuel, corrélativement au ralentissement de l'indice des prix sur le Territoire. En hausse depuis trois ans, l'encours des crédits à la consommation atteint un niveau record ce trimestre. Pour le second trimestre consécutif, l'investissement croît significativement à l'image des importations de biens d'équipement.

Le secteur du commerce demeure dans une dynamique positive conforté par une bonne activité économique. Parallèlement, le secteur du BTP continue de jouer son rôle de moteur de l'économie. Les différents chantiers menés en vue d'accueillir les Mini-Jeux du Pacifique se finalisent et le Territoire profitera prochainement d'infrastructures sportives de qualité.

L'activité économique devrait rester bien orientée lors des prochains mois, soutenue par le secteur du bâtiment et la dynamique créée autour de l'évènement sportif.

LA CROISSANCE DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE DÉCÉLÈRE

En Chine, le taux de croissance de l'activité économique se stabilise au deuxième trimestre (+1,7 %, après +1,6 %). Sur un an, le PIB progresse moins vite qu'au trimestre précédent (+7,5 % contre +7,7 %). Face à la poursuite du ralentissement économique, le Premier ministre a annoncé en juillet des mesures visant à soutenir la croissance du PIB au-dessus des 7 %.

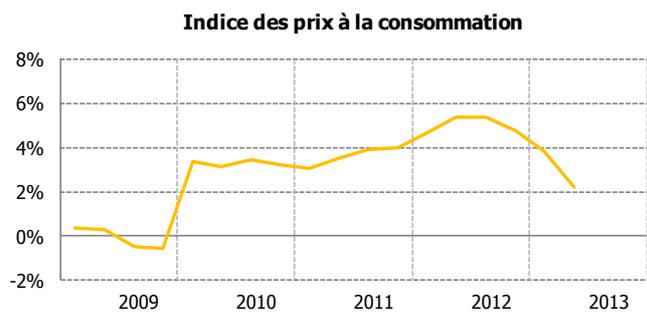
Après avoir rebondi au premier trimestre, le rythme de progression du PIB japonais s'infléchit à nouveau (+0,6 %, après +0,9 %). Sur l'année, la croissance s'établit à +2,6 %. La politique de dépréciation du yen semble aller vers une sortie progressive de la déflation : sur un an, l'indice des prix sous-jacent hors produits frais a augmenté de 0,4 % à fin juin 2013.

Au premier trimestre, le PIB australien croît au même rythme qu'au trimestre précédent (+0,6 %). En rythme annuel, la croissance est toutefois contenue (+2,5 %, contre +3,1 % fin 2012), en lien avec le ralentissement dans les secteurs minier, manufacturier et de la construction. L'indice des prix s'établit à +0,4 % au deuxième trimestre (+2,4 % sur un an). La Banque centrale australienne (RBA) a décidé le 5 juin de laisser son taux directeur inchangé à 2,75 %.

En Nouvelle-Zélande, l'activité économique décélère au premier trimestre (+0,3 %, après +1,5 % au trimestre précédent). Cette évolution s'explique principalement par la stagnation de la consommation des ménages et le repli de la production du secteur agricole. La Banque centrale néo-zélandaise a décidé le 13 juin de laisser son taux directeur inchangé à 2,50 %.

Confirmation du ralentissement de la hausse des prix

En rythme trimestriel, la progression de l'indice des prix reste contenue (+0,1 %, après +0,2 % au trimestre précédent). Cette légère hausse est due à l'évolution des prix des produits manufacturés qui enregistrent la plus forte progression au 30 juin (+0,8 %), atténuée par le recul des prix de l'alimentation (-0,6 %). Dans le cadre de la lutte contre la vie chère, le prix d'un panier de onze produits de grande consommation a été fixé en collaboration avec les professionnels de la distribution. Les prix de l'énergie et des services, quant à eux, affichent une légère augmentation sur le trimestre (respectivement +0,2 % et +0,1 %).



Source : STSEE, données trimestrielles

En glissement annuel

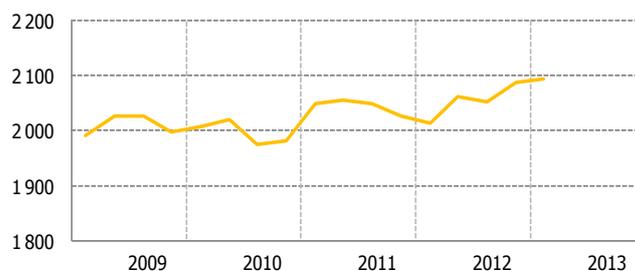
Sur un an, l'indice des prix à la consommation décélère pour le troisième trimestre consécutif (+2,2 % contre +3,8 % au trimestre précédent). Les prix de l'alimentation (+2,8 %) ressortent à nouveau comme les principaux contributeurs à l'accroissement annuel. Les prix de l'énergie, des produits manufacturés et des services affichent des hausses plus modérées (respectivement +1,8 %, +1,8 % et +2,1 %).

Accroissement de l'emploi salarié

À fin mars 2013, 2 094 salariés sont déclarés à la Caisse de prestations sociales du Territoire, soit une hausse de 0,3 % en rythme trimestriel. L'emploi dans le secteur public, qui concentre six emplois salariés sur dix, affiche une baisse de 0,4 % de ses effectifs ce trimestre tandis que l'emploi dans le secteur privé croît à nouveau (+1,4 %).

L'emploi salarié progresse de 4,1 % sur l'année principalement du fait de la hausse de 8,2 % des effectifs du secteur privé. Le nombre de salariés du secteur public enregistre une croissance plus faible sur la même période (+1,4 %).

Emploi total déclaré localement



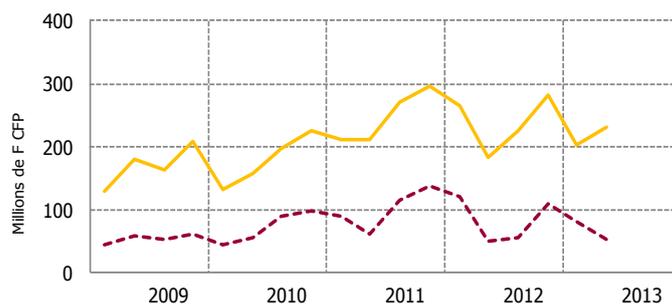
Source : CPSWF

Rebond de la consommation des ménages

La consommation des ménages montre au second trimestre des signes encourageants soutenue par le dynamisme de l'activité économique. Les importations de biens de consommation augmentent sensiblement sur un an (+25,5 %). Dans le détail, celles de biens d'équipement du foyer et d'articles d'habillement progressent respectivement de 10,5 % et de 2,3 % en valeur sur la même période. Par rapport au trimestre précédent, les importations de biens de consommation s'inscrivent en hausse de 13,4 % en valeur.

Après un pic saisonnier au premier trimestre (35 véhicules), le nombre d'immatriculations de voitures neuves se contracte au second trimestre (12 véhicules) et enregistre un déficit de 14 véhicules par rapport à la même période l'année dernière.

Importations de biens de consommation



Source : Douanes

L'encours bancaire des crédits à la consommation ressort en hausse de 1,7 % au cours des trois derniers mois et de 2,2 % sur un an. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est une nouvelle fois en baisse (353 contre 382 au 31 mars). Cependant, les incidents de paiements sur chèques et les retraits de cartes bancaires sont plus nombreux ce trimestre (respectivement +19,4 % et +11,8 %).

Progression de l'investissement en rythme annuel

Après avoir enregistré un niveau record au cours du premier trimestre 2013, les importations de biens d'équipement se contractent de 33,6 %. Elles s'établissent toutefois à un niveau relativement élevé (188 millions de F CFP), marquant ainsi une progression en valeur de 8,8 % sur un an.

Après quatre trimestres de hausse, le nombre de véhicules utilitaires neufs immatriculés se stabilise sur le trimestre : 26 immatriculations contre 25 à fin mars. Sur un an, la progression est sensible en raison d'un second trimestre 2012 particulièrement faible avec seulement 12 véhicules immatriculés.

Les concours accordés aux entreprises (2,26 milliards de F CFP) se replient sensiblement en rythme trimestriel (-8,5 %) et sur l'année (-14,5 %), en lien avec la forte baisse de l'encours des crédits d'exploitation par rapport au trimestre précédent (-78,8 %) et sur un an (-98,7 %). Ces derniers ne représentent plus qu'un pour cent de l'encours des crédits aux entreprises. L'encours des crédits d'investissement se contracte de 6,7 % sur les trois derniers mois mais progresse sensiblement sur un an (+68,2 %). Il convient cependant de souligner que les entreprises installées localement ont souvent recours à l'autofinancement pour leurs opérations d'investissement.

Le nombre de personnes morales en situation d'interdiction bancaire reste inchangé depuis septembre 2012 tandis que le taux de créances douteuses brutes détenues par les établissements de crédit sur les entreprises progresse de 0,8 point sur le trimestre (+1,3 point sur un an) et s'élève désormais à 12,7 %.

Hausse des importations sur l'année

En valeur, les importations du Territoire progressent de 7,9 % en rythme annuel pour atteindre 1,55 milliard de F CFP. Les importations de produits intermédiaires et de l'industrie automobile affichent les plus fortes progressions (respectivement +17,1 % et 15,9 %). Seules les importations de produits énergétiques enregistrent une contraction sur l'année (-6,3 %).

En rythme trimestriel, les importations affichent une très légère baisse (-1,0 %) sous l'effet d'une contraction des importations de produits de l'industrie automobile (-13,1 %) et, dans une moindre mesure, des produits énergétiques (-1,1 %). À l'inverse, les importations de biens intermédiaires et de produits agricoles et alimentaires, représentant près de la moitié des importations de l'archipel, progressent respectivement de 5,5 % et de 14,3 % au cours des trois derniers mois.

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

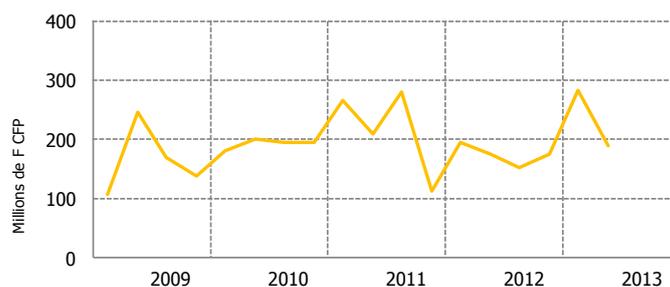
Bonne orientation de l'activité du BTP

Le secteur du BTP continue d'afficher une activité dynamique. L'ensemble des chantiers de construction des infrastructures sportives destinées aux Mini-Jeux se finalise. Les grands programmes européens d'aides au développement contribuent également à mobiliser les entreprises de l'archipel et les services territoriaux.

Après un repli au trimestre précédent, les importations de ciment, en valeur, se redressent sur le trimestre (+32,7 %) et accélèrent sur un an (+15,4 %). Depuis ces cinq dernières années, c'est la seconde fois qu'elles s'établissent à un niveau supérieur à 30 millions de F CFP.

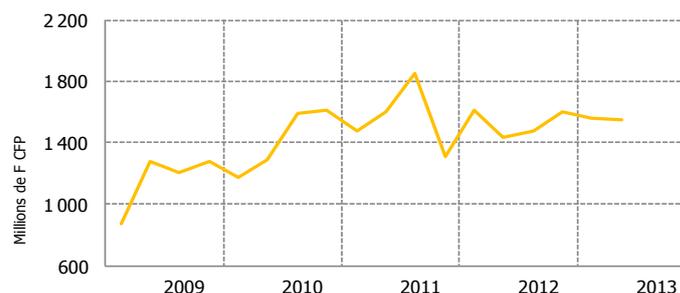
À fin mars 2013, les effectifs dans le secteur ont enregistré une légère baisse par rapport au trimestre précédent (-1,0 %) mais augmentent sensiblement sur l'année (+17,2 %). En juin 2013, l'indice des prix du bâtiment croît de 0,3 % en rythme bimestriel et de 1,6 % sur un an.

Importations de biens d'équipement



Source : Douanes

Importations



Source : Douanes

Importations de ciment



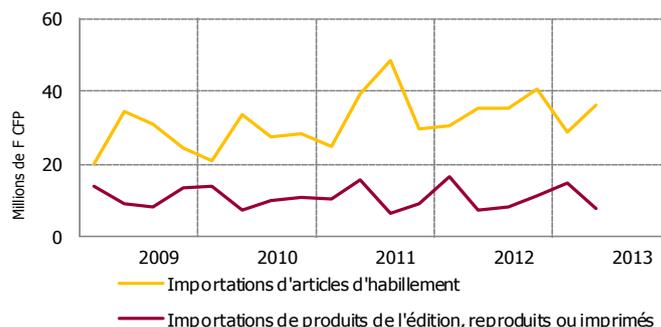
Source : Douanes

Redressement de l'activité commerciale

Suite à un premier trimestre ralenti, le secteur du commerce se reprend. En valeur, les importations de biens de consommation courante affichent une nette augmentation en rythme annuel (+25,5 %). Cet accroissement concerne celles d'articles d'habillement et de produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien qui augmentent respectivement de 2,3 % et de 43,3 %. Dans une moindre mesure, les importations de biens d'équipement du foyer progressent de 10,5 %.

En rythme trimestriel, les importations de biens de consommation courante progressent de 13,4 %. La rentrée scolaire passée, les importations de produits de l'édition se contractent sur les trois derniers mois (-47,7 %) mais demeurent plus élevées par rapport à fin juin 2012 (+8,3 %). Les importations de biens d'équipement du foyer s'inscrivent en repli de 35,0 %.

Importations d'articles d'habillement et de produits de l'édition



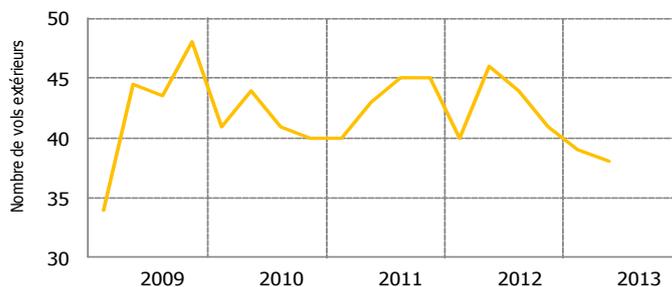
Source : Douanes

La desserte aérienne marque le pas

Le nombre total de liaisons aériennes enregistre une baisse de 5,1 % sur l'année, essentiellement sous l'effet d'une contraction (-67,7 %) des vols non commerciaux (évanes et vols militaires). Le nombre de vols commerciaux progresse en rythme annuel, pour atteindre 466 vols (+3,6 %), mais reste pénalisé par le recul du nombre de vols internationaux (-17,4 %). Néanmoins l'activité du secteur hôtelier-restauration profite pleinement de l'approche des Mini-Jeux ainsi que de missions ponctuelles, notamment de la Communauté du Pacifique Sud.

En rythme trimestriel, seuls les vols intérieurs, entre Wallis et Futuna, sont plus nombreux (+12,7 %). Les vols internationaux et non commerciaux affichent respectivement une baisse de 2,6 % et de 16,7 %.

Vols internationaux



Source : Aviation civile

STABILISATION ENCORE FRAGILE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'économie mondiale continue de croître à un rythme modéré. La croissance semble marquer le pas dans les pays émergents, mais montre des signes de renforcement dans les économies avancées. Ainsi, la croissance de l'économie américaine accélère et l'Europe sort de la plus longue période de récession de son histoire. Cependant, l'économie mondiale reste exposée à des risques de dégradation liés à un ralentissement prolongé de la croissance dans les pays émergents. L'inflation est repartie à la hausse en juin dans un certain nombre d'économies avancées et émergentes, mais reste globalement contenue.

La croissance américaine accélère au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent tout en restant modérée (+0,4 % après +0,3 %). La situation du marché du travail s'est globalement améliorée mais le taux de chômage demeure relativement élevé (7,6 % en juin). L'inflation s'élève à 1,8 % en juin en deçà de l'objectif de long terme de 2 %, fixé par la Réserve fédérale. L'économie japonaise continue de croître à un rythme soutenu tirée par la demande intérieure et les échanges avec l'extérieur. Les prix à la consommation ont suivi une tendance haussière depuis le début de l'année aboutissant à une augmentation de 0,2 % en glissement annuel au mois de juin.

Après six trimestres consécutifs de contraction de son PIB, la zone euro renoue avec la croissance atteignant +0,3 % au deuxième trimestre (après -0,3 %). Ce sursaut est à imputer, en grande partie, à l'accélération de la croissance allemande et au rebond de l'économie française. Le Portugal est également sorti de la récession (+1,1 %) tandis que d'autres pays comme l'Espagne et Chypre voient leur économie continuer de se replier (respectivement de -0,1 % et -1,4 %). La situation du marché du travail de la zone euro reste nettement dégradée, avec un taux de chômage qui atteint 12,1 % en juin.

Le PIB de la France repart à la hausse au deuxième trimestre (+0,5 %) après deux replis successifs (-0,2 %) aux trimestres précédents. Ce rebond est à mettre en relation avec l'augmentation de la demande intérieure, principalement des dépenses de consommation des ménages (+0,4 % après -0,1 %) tandis que l'investissement recule plus modérément (-0,5 % après -1,0 %). Les échanges rebondissent également, les exportations et les importations progressant respectivement de +2,0 % et +1,9 %.

En Chine la croissance décélère passant de 7,7 % au premier trimestre à 7,5 % au deuxième trimestre. L'environnement économique mondial impacte négativement ses exportations qui sont avec ses investissements massifs à l'origine du dynamisme de sa croissance. Globalement, le FMI envisage une croissance plus modérée dans les pays émergents et les pays en développement qui atteindrait 5 % en 2013 puis 5,5 % en 2014.

Sources : FMI, BCE, INSEE, FED, Eurostat

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Celle-ci est complétée par une étude sectorielle, rédigée en partie à l'aide d'une enquête « à dire d'experts » : il s'agit de recueillir tous les trimestres l'opinion d'un certain nombre de chefs d'entreprise représentatifs des secteurs d'activité structurants pour le Territoire des îles Wallis et Futuna (BTP, commerce, tourisme...).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE – Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : Septembre 2013 – Dépôt légal : Septembre 2013 – ISSN 1968-6277